

RAPPORT GÉNÉRAL

Après 3 ans et demi de mise en œuvre du programme Son Choix, une cinquantaine de personnes représentant 19 organisations partenaires venues du Bénin, du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal ont participé à une rencontre avec des membres de l'Alliance Néerlandaise à savoir Kinderpostzegels, The Hunger Project et l'Université d'Amsterdam.

La rencontre s'est déroulée pendant 4 jours, du 25 au 28 Juin 2019 dans la salle de conférence de Sun Beach Hôtel à Cotonou, République du Bénin.

Au cours de la première journée de la rencontre, Monsieur Pascal DJOHOSSOU, Directeur Pays de THP Bénin a fait une allocution dans laquelle il a d'une part souhaité la bienvenue aux différent-e-s représentant-e-s des organisations partenaires et aux membres de l'Alliance Néerlandaise Son Choix. D'autre part, il a exprimé tout l'intérêt que son ONG porte au programme Son Choix avant de déclarer officiellement ouverte la rencontre.

Après l'ouverture officielle de la rencontre, Marie-Louise Fillekes-Murekatete, chargée des programmes de Kinderpostzegels a d'abord présenté l'agenda de la rencontre suivi d'un tour de table afin que les participant(e)s se présentent pour faire connaissance.

Ensuite, Mme Odilia VAN MANEN, Coordinatrice Générale de l'Alliance Her Choice a présenté les objectifs de la rencontre qui sont des discussions autour des résultats de l'étude à mi-parcours du programme Son Choix et le partage des bonnes pratiques selon les différentes stratégies du programme.

Le « décor » de la rencontre une fois planté, des rapporteurs journaliers, un gardien du temps, un « briseur de glace » ont été désignés.

Deux principales communications ont meublé le reste de cette première journée. Il s'agit des résultats de l'étude à mi-parcours et les résultats de la Stratégie 1.

La première communication a été faite par Winny Koster, chercheur à l'Uva. Dans sa présentation, elle a donné les conclusions de l'étude à mi-parcours et les enseignements que nous pouvons en tirer.

Des travaux de groupe constitués par pays ont portés sur cette présentation, suivis d'une plénière au cours de laquelle chaque groupe a exprimé un point marquant des résultats de l'étude. En somme, tous les groupes reconnaissent la nécessité d'intensifier nos efforts pour obtenir des résultats encore meilleurs à la fin du programme.

La deuxième communication a été faite par Awa Bakayoko/Diarra, coordinatrice du programme Son Choix à ENDA Mali. Elle a présenté les résultats de la Stratégie 1 du programme Son Choix au Mali. On peut globalement retenir qu'à travers cette stratégie, les clubs de filles ont été renforcés pour un transfert de connaissances auprès de leurs pairs et dans leur entourage. Les filles diffusent des messages sur la santé sexuelle et reproductive, les Droits de l'Enfant, les effets néfastes du mariage des enfants et les MGF. Elles revendiquent leurs droits malgré les pressions sociales et font preuve de confiance en soi, d'estime de soi et de leadership.

Des questions et suggestions ont nourris les débats sur cette seconde présentation. On retiendra surtout le souhait exprimé pour que ENDA Mali partage « la clé » utilisée pour atteindre ces résultats.

Cette première journée a connu la formidable présence de Mieke VOGELS, responsable DSSR à l'ambassade des Pays-Bas au Bénin. Elle est venue apporter son soutien à Son Choix et à profiter suivre, malgré son agenda

chargé, la présentation des résultats de l'étude à mi-parcours à laquelle elle a fait des apports constructifs. Sa présence et sa contribution sont inestimables pour nous.

Quelques informations logistiques, partagées par Elodie EKO (THP Bénin) en charge de la logistique de la rencontre, ont mis fin aux travaux de la journée du 25 juin 2019 avec quotation du jour « la clé de solutions des défis auxquels nous sommes confrontés ».

Lors de la deuxième journée, les travaux de la rencontre ont porté sur des présentations relatives à :

- L'outil de visualisation des écoles favorables aux filles
- L'éducation complète sur la sexualité des jeunes
- La stratégie 2 et la stratégie 3 du programme Son Choix.

La première présentation du jour a été faite par Winny Koster. Elle a porté sur un outil qui permet de visualiser les scores et performances des écoles pour déterminer si elles peuvent être considérées ou pas comme des écoles adaptées aux besoins des filles. Il permet d'abord de faciliter l'évaluation des écoles. Ensuite, il facilite les discussions entre les différentes parties prenantes d'une école. Enfin, il permet d'améliorer les mesures favorables aux filles dans les écoles par le biais d'un engagement multipartite.

Suite à la présentation de Winny Koster, des travaux de groupe ont eu lieu sur le remplissage de l'outil et des discussions sur l'interprétation des scores et les actions à entreprendre en fonction des résultats. Il ressort en conclusion que l'outil est simple, pratique et permet de proposer facilement des réponses au niveau d'adaptation des écoles aux besoins des filles.

La deuxième présentation concernait l'éducation complète sur la sexualité des jeunes et a été faite par Miet CHIELENS, Program Manager à THP Pays-Bas. Elle a amené les participant-e-s, par un exercice de brainstorming, à énumérer tous les mots qui leur viennent à l'esprit par rapport à la sexualité. Les mots trouvés ont été classés dans 5 domaines que sont la SSR, l'identité sexuelle, l'intimité, la sensualité et la sexualisation. Par cette approche, elle déduit que c'est l'ensemble de ces 5 domaines qui constituent la sexualité. Un autre exercice a permis aux pays de discuter sur les aspects de l'éducation sexuelle complète qui sont pris en compte dans le programme avant qu'elle n'évoque les 10 principes de l'éducation complète à la sexualité selon l'UNESCO ainsi que l'impact des programmes en la matière. Elle a conclu que l'éducation complète à la sexualité n'augmente pas l'activité sexuelle, mais devrait :

- Retarder l'activité sexuelle et le premier rapport sexuel
- Réduire le nombre de partenaires sexuels
- Augmenter l'utilisation de préservatifs et la contraception

Toutefois, elle fait remarquer que l'accent mis sur l'abstinence et la contraception est compatible et non conflictuel.

Suite à l'intervention de Miet CHIELENS, la parole est donnée à Augusta Binta TRAORE, Spécialiste en SSR et consultante Burkinabè qui a eu la charge d'élaborer un guide de formation complète sur la sexualité dans le cadre des droits en santé sexuelle et reproductive des adolescent-e-s et jeunes au compte du programme. Elle a donc procédé à la présentation dudit guide qui est une réponse pour l'amélioration de la Santé sexuelle et reproductive des adolescent-e-s/jeunes et la réduction des inégalités de genre et des injustices sociales qui entravent le développement et la santé génésique de la jeune fille et du jeune garçon. Des échanges ont bouclé le

volet des présentations sur l'éducation complète à la sexualité et il est convenu que l'éducation sexuelle complète est essentielle pour que les filles et les jeunes femmes puissent faire des choix éclairés qui les guideront tout au long de leur vie.

Les dernières présentations sur la stratégie 2 et la stratégie 3 du programme Son Choix ont respectivement été faites par les équipes du Mali et celles du Sénégal.

Le Mali a alors partagé son expérience sur la stratégie visant à favoriser l'accès des filles à l'école. Il est ressorti que toutes les filles en âge d'aller à l'école dans les zones d'intervention sont inscrites à l'école et que la déperdition scolaire dans les écoles partenaires a connu une réduction significative. Par ailleurs, 19 mairies ont adopté dans leur programme des actions suscitant le maintien des filles à l'école telles que la contribution des autorités communales à l'achat des kits de dignité (trousses de dignité). Le Mali a également partagé leurs bonnes pratiques. Des jugements supplétifs sont établis pour les enfants non enregistrés à la naissance en vue de leur scolarisation. Une solution alternative est mise en place pour les filles des villages n'ayant pas d'école ou de second cycle. Par exemple la construction de dortoirs dans le chef-lieu de commune pour héberger ces filles et la mise à disposition de charrettes et de motos tricycles par la communauté pour le transport des filles à l'école. L'inscription des filles à l'école est gratuite dans certaines communes. Une journée de récompense des meilleures filles des écoles est instituée en vue de créer une émulation entre les filles pour accroître leur rendement scolaire. Il a enfin été cas d'un succès qui met en exergue la synergie d'action entre un village, la Mairie et le projet qui permis la construction de 03 salles de classe.

Des échanges ont permis aux autres participants de mieux comprendre comment entre autre, le Mali s'est organisé pour obtenir l'engagement des parents dans l'éducation des filles et la composition d'un kit de dignité.

Quant à la stratégie 3, le Sénégal a partagé son expérience pour favoriser l'accès des filles aux services de SSR. A travers la simulation d'un panel sur les cases de santé ou « Suudu Nafore » où les filles apprennent l'éducation sexuelle, les participants ont pu s'enrichir de l'expérience sénégalaise. Ces cases sont installées dans les zones défavorisées qui n'ont pas de centre de santé. Ouvertes pendant 3 jours de la semaine, elles offrent les services d'information, d'orientation d'appui/conseil, de référencement et de mise à disposition de kits de dignité. Les filles se sont appropriées ces cases. Les résultats de ce mécanisme sont probants car il a facilité l'accès des services SSR à un grand nombre de filles.

Le Sénégal a souligné ses défis majeurs qui sont l'extension des cases de santé à toutes les zones sans école, l'équipement de ces cases en panneaux solaires, en produits de contraception et en postes téléviseurs.

Avant de clore sa communication, le Sénégal a invité les autres pays à partager leurs expériences sur cette stratégie.

C'est ainsi que le Mali dit avoir mis en place un système de référencement des filles de l'école vers le centre de santé. Cependant, il est confronté au défi lié à la faiblesse du taux de fréquentation des centres de santé par les filles et à celui de la disponibilité des produits contraceptifs. Pour le Bénin, les clubs de filles et les relais sont équipés et outillés pour la sensibilisation. Des équipements et des intrants sont fournis aux centres de santé et les agents de santé sont formés. Des journées portes ouvertes sont organisées au cours desquelles des séances de dépistage du VIH, du cancer du col de l'utérus et d'autres sont organisées. La mobilité des agents de santé formés reste un défi à relever. Au Burkina Faso, il y a des points d'écoute des

jeunes pour les questions de SSR et des séances foraines sur la SSR sont organisées. Des femmes modèles appelées marraines sont identifiées pour encadrer les filles pour les questions de SSR. Le manque de moyens pour la mise à disposition des contraceptifs, l'insuffisance des centres d'écoute et la capitalisation des données sont des défis.

Ainsi a pris fin la journée du 26 juin 2019 qui a eu pour quotation du jour « la solution est dans la contextualisation des approches »

Les travaux de la troisième journée ont porté sur 3 principales communications axées sur les stratégies 4 – 5 et 6 du programme Son Choix. Ce sont les équipes de The Hunger Project (Bénin et Burkina) qui ont d'abord présenté la stratégie 4 à travers leur expérience des épencentres. Leurs interventions reposent sur 3 piliers à savoir la mobilisation à la base des communautés pour l'autosuffisance, la promotion de la femme afin qu'elle devienne un agent clé de changement et la création de liens de partenariat avec les collectivités locales.

THP développe plusieurs programmes (agriculture, mobilisation sociale, développement économique, autonomisation des filles, entrepreneuriat social, micro finance, sécurité sanitaire, nutrition, ...). La stratégie 4 de Son Choix rejoint les programmes développés par THP et est mise en œuvre à travers plusieurs actions telles que :

- Le renforcement de capacités des femmes sur le micro crédit
- La formation des femmes sur les AGR (embouches, saponification, épices, valorisation des produits locaux...)

- L'initiation des filles en entrepreneuriat pendant la période des vacances pour assurer les frais de scolarisation
- L'accès des femmes à la terre
- La formation des femmes sur le plaidoyer afin qu'elles puissent améliorer leurs situations financières

La réalisation de ces actions a permis :

- Le relèvement du taux de scolarisation des filles (62 à 67 %), les filles sont capables de payer leurs frais de scolarisation et cela les prépare déjà à avoir un métier.
- La mise en place d'un réseau de distribution (valorisation des produits locaux, ravitaillement des zones qui sont dans les épicentres en produits locaux) pour le Burkina
- La promotion de la Culture de l'épargne pour les filles qui ont des comptes personnels et cela joue sur le maintien des filles à l'école et donc les protège des mariages d'enfants.
- Les femmes ont des facilités pour avoir des crédits grâce à leur engagement à maintenir leurs filles à l'école
- Les femmes sont renforcées sur les bonnes pratiques (la transformation du soja a permis de mettre sur le marché des produits de qualité et cela leur a permis d'avoir le monopole sur certains marchés de produits)

Toutefois, des difficultés existent à savoir l'incapacité des hommes à soutenir les filles et l'incapacité à prendre en charge un grand nombre de personnes.

Pour finir, THP a énuméré leurs défis qui sont que :

- Les filles continuent les activités
- Les activités qui émergent soient accompagnées et bénéficient d'un appui financier

- Le montant alloué aux groupements pour les amener à pouvoir continuer leurs activités de façon durable augmente (défi aussi du Mali et du Burkina)
- Les groupes accompagnés développent leurs potentiels pour la pérennisation de leurs activités
- Les communautés acceptent la stratégie des appuis remboursables
- Les communautés consomment les produits locaux

Des questions qui ont essentiellement porté sur les moyens d'éviter la déperdition scolaire des filles scolarisées et formées en entrepreneuriat ; l'organisation des femmes accompagnées ; l'accompagnement des filles non scolarisées (pourquoi ne pas prioriser les filles non scolarisées, divorcées ou à risque de mariage ?) ont nourri les échanges avant que THP n'invite chaque pays à se retrouver en groupe pour recenser leurs expériences dans la même stratégie.

C'est ainsi qu'à la restitution on pouvait retenir que le Mali a mis en place des organisations de femmes. Il a renforcé les groupes de femmes et a mis en place un système d'épargne-crédit. Il a mis en place les activités de saponification, de maraichage, d'embouche, de petit commerce et de suivi des AGR. Leurs défis sont l'insuffisance du fonds et le taux élevé de remboursement des fonds.

Quant au Burkina Faso, les bonnes pratiques dans cette stratégie sont l'épargne pour le changement qui est un système de microcrédits sur base de cotisation des membres. Ainsi que la formation professionnelle en mécanique automobiles, carrosseries, soudure et menuiserie et l'insertion professionnelle des filles avec possibilité de coaching pour l'élaboration d'un plan d'affaires dont la réalisation peut bénéficier d'un appui qui peut aller jusqu'à 2 millions de francs CFA.

Au Sénégal, c'est l'implication des hommes dans l'organisation et le fonctionnement des groupes d'AGR qui favorise l'acceptation de l'autonomisation financière des femmes. Leurs défis sont entre autre la mise en place d'un réseau de femmes pour la commercialisation des produits et la labellisation des produits à commercialiser pour améliorer le marketing.

C'est sur ce, que la présentation de THP sur la stratégie 4 a pris fin et le Burkina a pris place pour communiquer sur son expérience dans la mise en œuvre de la stratégie 5 du programme.

Il est ressorti que dans sa quête de transformer les normes sociales et les pratiques traditionnelles et pour obtenir l'adhésion des leaders au programme SON CHOIX, le Burkina a mené des rencontres d'informations et d'échanges avec les différents leaders. Des formations sur les thématiques du programme, des visites à domiciles avec des échanges et des renforcements de capacités sont aussi des actions menées au profit des leaders.

Cela a permis que les leaders aient compris et soient convaincus que le mariage des enfants et l'excision sont des pratiques néfastes. Ils s'engagent publiquement à accompagner les différentes structures dans leurs actions. Des registres de mariages sont mis en place dans les mosquées (un dans chaque village). A ce propos, deux personnes sont identifiées dans chaque village puis formées sur les thématiques du programme à savoir les mariages d'enfants, les mutilations génitales féminines, le Genre, les droits de l'enfant, la Santé sexuelle et reproductive. Des prêches sont réalisées au profit de leur communauté par les imams formés qui sont dans nos zones d'intervention. L'action des Imams a permis de faire annuler une vingtaine de cas de mariages d'enfant.

A la fin de la présentation, des questions ont nourri les débats. Entre autre, il a été question de savoir si les registres sont élaborés en relation avec

l'État du Burkina et si cette action était généralisée à toutes les organisations partenaires. Lors des réponses, il est ressorti que les autorités administratives locales sont au courant de ces registres, cependant, ils ne sont pas encore disponibles partout. C'est progressivement et par le biais de la sensibilisation que le Burkina compte doter toutes les mosquées des villages d'intervention du programme.

Avant de clore son intervention, le Burkina Faso a aussi demandé aux autres pays un partage d'expériences sur cette stratégie dans leurs zones d'interventions.

Le Sénégal pour mettre en œuvre cette stratégie a d'abord assuré la formation des Imams, ensuite, il a été utilisé l'argumentaire religieux avec un Imam qui a fait le tour des villages avec les membres de l'équipe. Ce dernier est revenu sur ce que l'Islam pense par rapport aux droits des enfants, la nécessité de laisser la fille se développer physiquement et physiologiquement. Ensuite l'équipe a renforcé les compétences des leaders en revenant sur l'argumentaire sanitaire et enfin les communautés se sont réunies pour discuter sur les points à intégrer dans la charte.

Leurs points forts sont l'enregistrement systématique des naissances, la scolarisation de tous les enfants en âge d'aller et leur maintien à l'école, l'engagement des parents à ne plus donner les filles qui ont moins de 18 ans en mariage et la formation des filles en métiers avec l'ouverture de centre de métiers.

Pour le Bénin, leurs expériences résident dans plusieurs domaines. Les résultats des groupes sentinelles, le suivi des engagements par les enfants eux-mêmes, la protection des enfants et l'implication des adultes à accompagner les enfants et les jeunes sont des aspects remarquables dans leurs actions. Aussi, les leaders coutumiers sont impliqués dans les groupes de veille. Les Imams, les chefs religieux de l'église, les chefs coutumiers ont

pris des engagements pour que les pratiques qui ne sont pas favorables au développement des droits des filles soient abandonnées. Le travail des comités de veille a pu faire annuler des mariages, éviter le travail de certains enfants et la migration, ... Pour exemple, une fille a pu être libérée d'un couvent animiste et est retournée à l'école. Pour finir, le Bénin dispose de sanctions (jusqu'à l'emprisonnement) à l'encontre des enseignants qui ont des relations sexuelles avec les filles. L'information et la sensibilisation des populations sur l'existence de la loi et l'engagement du Président de la République qui a instruit les représentants des institutions à prendre des dispositions fermes pour lutter contre les mariages d'enfants. Il y a un dispositif législatif important au profit des sentinelles.

Quant au Mali, leurs expériences se basent sur la formation des leaders de village, des élus, des Imams sur la loi et les différentes sanctions. Aussi, l'implication des clubs de filles dans les actions de sensibilisation envers leurs camarades a permis de faire annuler des cas de mariages d'enfants. Enfin, la mise en place des comités de villages et l'implication des relais communautaires apporte un plus dans les sensibilisations. Le partage d'expériences du Mali a clos les échanges sur la stratégie 5 du programme et sans grande transition la dernière communication de la journée a commencé.

Portant sur la stratégie 6 du programme, cette communication a aussi été présentée par l'équipe du Burkina Faso. Pendant l'exposé, le Burkina a montré comment il s'est organisé pour obtenir des résultats à ce niveau. Le réseautage a fait l'objet d'une priorité et ainsi que le plaidoyer et le lobbying. Cela a permis la création et le renforcement d'un réseau regroupant les partenaires de Kinderpostzegels au Burkina. Aussi, la collaboration entre les organisations partenaires et les bureaux des membres de l'alliance Son Choix au Burkina a été renforcée (en l'occurrence entre THP/Burkina et les organisations partenaires de Kinderpostzegels). La coalition nationale contre

le mariage des enfants au Burkina Faso (CONAMEB) a également bénéficié d'un renforcement dans son organisation et dans ses actions.

Au titre des renforcements de capacités, le Burkina a réalisé une formation au profit des agents des ministères de la justice, de l'éducation nationale, de la santé, de l'action sociale etc. sur le mariage des enfants toute chose qui a galvanisé leur implication. Il y a eu des formations et des sensibilisations au profit des leaders communautaires, des chefs religieux et des groupes mobilisés. Des formations sur plusieurs thématiques au profit des membres du réseau des partenaires du programme et au profit de la coalition nationale qui après accompagnement est devenu un partenariat national Filles Pas Épouses.

Au titre des plaidoyers de la coalition, on peut citer les actions telle que :

- Participation à des plaidoyers pour la loi VEEF (Loi portant prévention, répression et réparation des violences à l'égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes) et le code pénal
- Participation à des consultations et plaidoyers pour la mise sur agenda de la stratégie nationale de prévention et de l'élimination des mariages d'enfants au BF
- 1^{ER} plaidoyer réalisé en 2017 par les organisations partenaires
- Plaidoyer décentralisée et plaidoyer au niveau du ministère de la Justice.
- Lobbying
- Implication de la Première Dame du Burkina et des médias comme alliés (forte implication de la Première Dame et du cabinet des femmes des Ministres)
- La mise en synergie des actions
- Le dynamisme des comités de veille et du comité de pilotage
- La permanente quête des alliés.

Les leçons apprises dans cette stratégie sont qu'il faut suivre en permanence l'évolution des dossiers dans le circuit administratif, qu'il faut effectuer des relances des dossiers surtout en cas de changement de responsables (Ministres, Directeurs, ...) et qu'il faut prévoir la pression de certains acteurs nationaux qui ont des postures dogmatiques et souvent extrémistes.

Après quelques échanges, les travaux de cette troisième journée ont pris fin avec une galerie de bonnes pratiques représentées par des posters. Chaque organisation visitait les autres et était à son tour visitée par les autres. Les organisations présentaient chacune sa bonne pratique et répondait aux questions à son sujet.

Chaque équipe désireuse de partager ses bonnes pratiques pour publication sur le site de Son Choix a été invitée de les envoyer à Odilia VAN MANEN au plus tard le 05 juillet 2019. Chacune pouvait envoyer 2 à 3 exemples en maximum 300 mots sous forme d'une histoire, en précisant la stratégie et la clé de succès de cette pratique pour valoriser l'expérience.

La quotation de ce 3ème jour était : « l'union fait la force ».

Le quatrième et dernier jour de la rencontre de Cotonou a commencé avec des travaux de groupes pour déterminer les implications des résultats des échanges sur le programme en cours et éventuellement un programme à venir. Les travaux de groupe ont été orientés par les consignes suivantes :

- 1) Quels sont les points d'actions à intégrer après cette formation dans le programme SON CHOIX en cours ?
- 2) Quels sont les points qui pourraient être intégrés dans la prochaine phase ?

Lors des plénières, les différents groupes ont donné leurs résultats.

Ainsi, pour les points d'actions à intégrer après cette formation dans le programme SON CHOIX en cours, le groupe du Burkina Faso a retenu la réalisation de :

- Une formation des formateurs sur le guide de d'éducation complète à la sexualité des jeunes
- Une harmonisation des fiches de référence et de contre référence pour le suivi des jeunes dans les services de SSR
- Une mise à disposition d'un registre unique de mariage au niveau de chaque mosquée
- Une vulgarisation du code pénal au niveau des acteurs et poursuivre celle du code des personnes et de la famille.

Le groupe du Mali prévoit intégrer en général les résultats de l'étude et particulièrement, il compte mobiliser plus de ressources pour appuyer les AGR tout comme il cherchera à établir un partenariat entre les groupements de femmes et les institutions de micro finances.

Le Sénégal quant à lui, a énumérer ses actions par stratégie. Dans la stratégie 1, il espère renforcer le système d'acquisition des connaissances à travers un coaching rapproché et un suivi des démultiplications. Dans la stratégie 2, il va expérimenter les outils d'évaluation des écoles favorables. Pour la stratégie 3, il va évaluer des services des cases à partir de l'outil pour les prestataires de services et élargir les séances d'animations aux autres thèmes de l'éducation sexuelle complète. Au niveau de la stratégie 5, il compte implanter des registres de mariage dans les mosquées et pour la stratégie 6, faire des chartes villageoises de protection des arrêtés.

Le Bénin enfin, envisage instaurer et vulgariser les boutiques scolaires. Il prévoit aussi renforcer les capacités des offres de services en SSR.

A propos des points qui pourraient être intégrés dans l'éventuelle prochaine phase du programme, le Bénin ainsi que le Burkina pensent chacun poursuivre la vulgarisation des lois et le renforcement des appuis financiers. Le Mali compte mettre en réseau les femmes pour les AGR, valoriser les produits locaux, amener les communautés à signer les conventions communales et renforcer le fonctionnement de la coalition à travers l'exemple du Burkina.

Le Sénégal, pour finir, espère créer une coalition de communautés sans mariages d'enfants afin de montrer que c'est une réalité et les utiliser dans les plaidoyers. Il compte également élaborer un système d'accueil des filles des collèges qui sont à risque de déperdition scolaire à cause de l'éloignement et l'enclavement de leurs villages d'habitations par rapport à l'école.

Après les plénières, une communication a été faite par Odilia VAN MANEN, la possibilité d'une autre phase du programme Son Choix après 2020. Elle a insisté sur le fait que rien n'est acquis à ce propos mais qu'il était souhaitable que les différentes organisations se prononcent sur quelques orientations fondamentales que devrait avoir le programme si jamais la deuxième phase est obtenue. Entre autre, elle a exposé sur la nécessité de continuer, d'arrêter, d'ajouter, de mettre l'accent, sur des aspects (théorie du changement, acteurs, actions, etc.) du programme pour plus d'efficacité dans les résultats. A ce propos, elle a exprimé le bienfondé d'une planification de temps pour que tout soit finalisé en fin décembre 2019 après la détermination de la manière d'impliquer les partenaires dans la note conceptuelle en première phase et en seconde phase, le travail sur la théorie de changement.

Suite à cette présentation, 4 groupes de travail ont été formés pour discuter de la manière dont les organisations partenaires envisagent leur participation active au cours de la première phase du processus.

En plénière, chaque groupe a présenté les résultats de ses travaux. En synthèse, on peut retenir les points suivants :

- Fournir un canevas pour des permettre aux organisations de faire des propositions pour la théorie de changement
- Permettre à chaque pays de mener la réflexion autour de la coordination du pays et les coordinations des pays se retrouveront au niveau régional pour une proposition régionale finale autour de la ou du coordonnatrice.teur régional.e que l'alliance aurait désigné.e
- Désigner la ou le coordonnatrice.teur régional.e selon le profil suivant :
 - ✓ Avoir l'expérience de coordonnatrice.teur national.e
 - ✓ Avoir une connaissance du contexte général de l'Afrique de l'Ouest
 - ✓ Avoir une connaissance profonde du programme SON CHOIX
 - ✓ Avoir des capacités de négociation et de persuasion
 - ✓ Avoir la maîtrise des outils informatiques
 - ✓ Avoir un niveau d'études supérieur
 - ✓ Parler l'anglais est un atout
 - ✓ Être disponible, dynamique et conciliant

A la fin de cette plénière, les participant.e.s ont procédé à l'évaluation de la rencontre dont les résultats l'ont jugée bien satisfaisante. D'abord, la rencontre les a amenés à faire des réflexions par rapport à leur programme et à leur organisation vis-à-vis des défis et des bonnes pratiques, des stratégies, des outils de visualisation, de la communauté, de la formation

des filles en terme de perspectives d'amélioration des approches-terrain pour des données probantes et résultats atteints. Ensuite, les participant.e.s ont décelé au niveau de chaque stratégie des sujets développés au cours de l'atelier qui n'étaient pas encore pris en compte dans leur programme actuel ainsi que certains qui doivent être renforcés pour permettre l'atteinte des objectifs de Son Choix. Les objectifs de l'atelier ont été suffisamment atteints selon 72 % des participants et plus que suffisamment atteint pour 17 % contre 11 % qui penseraient le contraire et/ou qui ne se sont pas prononcés. L'Education complète à la sexualité et les outils de visualisation des écoles favorables sont les principaux sujets pour lesquels les participant.e.s aimeraient avoir plus d'informations et qui méritent d'être renforcés au cours des prochaines rencontres. Plus de 86 % des participant.e.s ont trouvé que la méthodologie et l'approche utilisée ainsi que la logistique et l'emploi du temps étaient d'une appréciation bonne sinon excellente.

Au niveau des autres commentaires et recommandations générales, les participant.e.s souhaitent énormément que le programme Son Choix soit renouvelé pour renforcer les acquis de la première phase, que le nombre de jours des ateliers pareils soit augmenté pour permettre aux participants de mieux interagir sur les bonnes pratiques et que les recommandations de cette rencontre soient vraiment prises en charge et traduites en actions.

Suite à l'évaluation de la rencontre, la cérémonie de clôture a eu lieu. Elle a été ponctuée par le mot de la Coordinatrice des programmes, Odilia VAN MANEN, qui après des remerciements est revenue sur la qualité des réflexions et le plaisir d'avoir travaillé avec les organisations partenaires du programme SON CHOIX. Elle a souhaité la continuité à travers l'animation de la communication autour du Programme SON CHOIX et le partage des bonnes pratiques. Pour finir son propos, elle a adressé ses vifs remerciements à THP Bénin pour la qualité de l'organisation et de l'accueil.

A sa suite, Pierre Marie COULIBALY du Sénégal a prononcé un mot au nom des Participants. Il a fait mention spéciale à THP Bénin pour l'accueil et l'organisation avant de traduire la reconnaissance du groupe à l'alliance SON CHOIX qui a initié l'organisation et la tenue de cette rencontre qui nous a permis de partager et d'apprendre beaucoup de choses. Pour finir, il a dit merci à toutes celles et tous ceux qui ont pris l'initiative de faire vivre le groupe avant de souhaiter bon retour à toutes et à tous.

Le dernier mot a été celui de THP Benin prononcé par Elodie IKO. Elle a remercié au nom du Directeur National de The Hunger Project Bénin, les Pays-Bas du choix du Bénin pour l'organisation de l'atelier. Elle a également présenté des remerciements spéciaux à tous les participant.e.s et a souhaité à tout le monde un bon retour avec le plaisir de se retrouver dans d'autres occasions de travail.

Déroulé dans un climat cordial, d'ouverture et de partage, la rencontre a ainsi pris fin.